

Rapport sur les opportunités Suisse 2025

La stabilité crée le dynamisme

Croissance et développement

Comment les entreprises surmontent les obstacles.

Page 11

Marché de l'emploi et
main-d'œuvre qualifiée

Les stratégies des entreprises pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Page 19

Attentes envers le monde
politique

Priorité à la stabilité et à l'éducation.

Page 23

Préambule

Chers lecteurs,

Voici la première édition du rapport sur les opportunités. Ce rapport nous permet de prendre le pouls des instances décisionnaires des moyennes et grandes entreprises en Suisse. Les données montrent des perspectives intéressantes sur les opportunités et les défis auxquels les entreprises sont confrontées à l'heure actuelle. Elles envoient également des signaux clairs aux décideurs politiques.

Trois conclusions caractérisent le rapport sur les opportunités 2025: de nombreuses entreprises perçoivent la charge réglementaire croissante comme un frein à la croissance et à l'innovation. Elles souhaitent une réduction de la bureaucratie afin de pouvoir réagir avec plus de souplesse à la «météo sans cesse changeante» du marché. L'étude montre également que la concurrence pour attirer du personnel qualifié est intense; en effet, les entreprises considèrent l'embauche de personnel qualifié comme le principal levier pour s'assurer l'accès aux nouvelles technologies et innovations. Elles plaident en faveur d'un soutien accru afin de disposer des «outils» nécessaires et souhaitent davantage de soutien dans le domaine de la politique en matière de formation professionnelle. Enfin, la place économique suisse confirme sa réputation de havre de stabilité et de sécurité en période de turbulences – un point d'ancrage fiable pour l'esprit d'entreprise et l'innovation.

Raiffeisen est le deuxième groupe bancaire de Suisse et entretient des relations avec une entreprise suisse sur trois. Le rapport sur les opportunités nous permet de mieux comprendre les besoins et défis spécifiques des entreprises et de continuer ainsi à soutenir activement la recherche et l'emploi en Suisse. Dans ce cadre, nous proposons des services financiers et prodiguons des conseils fiables et concrets aux sous-traitants suisses dans différents secteurs; nous apportons ainsi une contribution importante à la place économique suisse.

Auteurs et auteurs

Stefan Behringer
Stephanie Blättler
Timo Heroth
Ute Laun
Manuel Gesslein

Pour les réactions et questions

chancenreport-schweiz@raiffeisen.ch

Cette année, l'un des points forts de notre engagement est l'industrie spatiale. Avec l'événement «New Space et opportunités pour les fournisseurs suisses», nous avons créé une plateforme permettant d'explorer le potentiel des entreprises suisses sur ce marché en pleine croissance.

Notre regard est tourné vers l'avenir. Nous souhaitons à l'avenir développer le rapport sur les opportunités et l'étendre à la Suisse romande afin de dresser un tableau encore plus complet du paysage entrepreneurial suisse. Façonnons ensemble l'avenir et renforçons encore l'économie suisse, étape par étape tout en gardant les yeux ouverts sur les opportunités qui s'offrent à nous.

Je vous invite cordialement à lire le rapport sur les opportunités 2025 et à nous faire part de vos réflexions. Ensemble, nous pouvons ouvrir de nouvelles perspectives à l'économie suisse, promouvoir l'innovation et renforcer la place entrepreneuriale suisse.

Meilleures salutations



Dr. Philippe Obrist

Responsable Clientèle entreprises Raiffeisen Suisse

Executive summary

Pour la première fois, l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) du département Economie de la Haute école de Lucerne a réalisé, en collaboration avec Raiffeisen Suisse, le rapport sur les opportunités sous forme d'une enquête en ligne pendant la période de septembre 2024. Le rapport sur les opportunités examine les défis auxquels les entreprises suisses font face et comment elles les relèvent. 214 entreprises suisses ont répondu et 80 % des répondants ont déclaré faire partie de la direction ou du conseil d'administration. La validité des résultats de l'étude peut donc être considérée comme très élevée.

Les principaux résultats de l'enquête sont que les entreprises apprécient beaucoup la stabilité de la situation en Suisse et souhaitent la préserver pour les conditions-cadres économiques et réglementaires. Les entrepreneurs sont particulièrement préoccupés par la charge réglementaire croissante. Pour les entreprises elles-mêmes, la garantie d'une compétitivité durable est également au cœur de leurs propres investissements. Pour y parvenir, les entreprises répondantes misent sur des mesures dynamiques: elles développent de nouveaux modèles d'affaires et misent sur les opportunités offertes par les nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle.

Les entreprises répondantes considèrent les exigences réglementaires comme le principal obstacle à la croissance du chiffre d'affaires. Les entreprises réagissent au renforcement de la réglementation par la digitalisation des processus et une gestion agile. Le souhait clair adressé aux politiques est d'alléger la bureaucratie et la réglementation. Le deuxième obstacle majeur à la croissance du chiffre d'affaires est le développement économique incertain. De nombreuses entreprises y remédient par la création de nouveaux secteurs d'activité et l'expansion internationale. Toutefois, certaines entreprises envisagent de réduire leurs effectifs, voire d'abandonner certaines activités, afin de surmonter les obstacles.

L'intelligence artificielle est le thème tendance de l'année 2025. Les entreprises envisagent de recruter dans le secteur de l'IA et voient que le besoin le plus conséquent réside dans le perfectionnement de leurs effectifs. Les entreprises suisses ont pour

la plupart conscience des opportunités offertes par cette technologie, tandis que les risques inhérents à l'IA sont moins perçus. La durabilité entrepreneuriale est également considérée par la majorité d'entre elles comme une opportunité. Les entreprises sont peu intéressées par les programmes d'aide publique qu'elles ne considèrent ni comme un risque ni comme une opportunité. Elles souhaitent plus d'engagement de la part des politiques en matière de formation professionnelle.

Elles investissent plus d'un quart de leur budget d'investissement dans l'informatique et la digitalisation, suivies par le développement des collaborateurs avec un peu plus de 15 %. A noter que plus de 10 % du budget d'investissement moyen devra être investi dans de nouveaux modèles d'affaires au cours des trois prochaines années. Augmenter la compétitivité, stabiliser l'activité de base et générer des innovations sont les principaux moteurs des besoins financiers des entreprises. L'accès au financement ne constitue pas un obstacle pour la plupart des entreprises. Les financements bancaires classiques tels que le crédit bancaire, le compte courant ou l'hypothèque sont le principal instrument de financement.

Pour réussir à façonner l'avenir, l'accès à de nouvelles technologies, y compris disruptives, est primordial. Les entreprises interrogées s'assurent cet accès en recrutant du nouveau personnel qualifié ou en coopérant avec d'autres entreprises. Elles investissent également dans la recherche et le développement. Cela montre l'importance de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée pour la plupart des entreprises. Elles y font face en proposant des horaires de travail flexibles, un perfectionnement et une bonne conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Les entreprises apprécient particulièrement la stabilité de la place économique suisse – près de la moitié d'entre elles citent la stabilité comme le principal avantage de la Suisse. Cette stabilité permet aux entreprises de développer un dynamisme considérable pour relever les nombreux défis. C'est pourquoi le rapport sur les opportunités Suisse 2025 s'intitule «La stabilité crée le dynamisme».

Table des matières

	Page
Préambule	2
Executive summary	3
Table des matières	4
Liste des illustrations	5
1. Objectifs du rapport sur les opportunités 2025	6
2. Conception de l'étude	7
2.1 Réalisation de l'enquête	7
2.2 Conception du questionnaire	7
2.3 Représentativité	8
2.4 Entreprises répondantes	8
3. Résultats	11
3.1 Stratégie et mise en œuvre de la stratégie	11
3.1.1 Obstacles perçus au développement d'entreprise	11
3.1.2 Contre-mesures des entreprises	11
3.1.3 Opportunités et risques	15
3.1.4 Accès aux technologies et aux innovations	16
3.1.5 Politique d'investissement des entreprises	16
3.1.6 Besoins et formes de financement	17
3.2 Marché du travail et main-d'œuvre qualifiée	19
3.2.1 Besoins en main-d'œuvre qualifiée	19
3.2.2 Défis et potentiels des structures internes du personnel	19
3.2.3 Stratégies visant à remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée	20
3.3 Souhaits adressés aux politiques	23
3.3.1 Perception de la place économique suisse	23
3.3.2 Interventions politiques	23
3.3.3 Participation active des entreprises à l'élaboration des politiques	25
3.3.4 Thème d'actualité 2025	25
4. Conclusion	27
5. Perspectives	28

Liste des illustrations

	Page
Illustration 1: Fonction et qualification	8
Illustration 2: Répartition sectorielle	9
Illustration 3: Taille de l'entreprise par ETP	9
Illustration 4: Taille de l'entreprise selon le chiffre d'affaires	9
Illustration 5: Obstacles à la croissance des entreprises	11
Illustration 6: Contre-mesures aux obstacles liés aux exigences réglementaires/à la bureaucratie	11
Illustration 7: Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude de la croissance économique	12
Illustration 8: Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude géopolitique	12
Illustration 9: Contre-mesures aux obstacles liés aux préoccupations en matière de sécurité dans la chaîne d'approvisionnement	12
Illustration 10: Contre-mesures aux cybermenaces	13
Illustration 11: Contre-mesures à la force du franc suisse	13
Illustration 12: Contre-mesures au manque d'accès au financement	14
Illustration 13: Contre-mesures aux capacités spatiales limitées sur la place économique	14
Illustration 14: Opportunités et risques	15
Illustration 15: Garantie de l'accès aux technologies et aux innovations disruptives	16
Illustration 16: Budget d'investissement moyen de CHF 100 pour les trois prochaines années	16
Illustration 17: Besoin de financement des projets d'entreprise	17
Illustration 18: Utilisation prévue des formes de financement dans les 12 prochains mois	17
Illustration 19: Stratégies et solutions pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée	19
Illustration 20: Défis liés aux structures internes du personnel	19
Illustration 21: Secteurs nécessitant un perfectionnement	20
Illustration 22: Augmentation des effectifs prévue par secteur au cours des trois prochaines années	20
Illustration 23: Réductions des effectifs prévues dans les trois prochaines années, par secteur	21
Illustration 24: Externalisation prévue par secteur au cours des trois prochaines années	21
Illustration 25: Aucune mesure prévue dans les trois prochaines années, par secteur	22
Illustration 26: Avantages de la place économique suisse	23
Illustration 27: Classement pondéré des domaines politiques présentant le plus grand désir de changement	24
Illustration 28: Souhaits adressés aux politiques	24
Illustration 29: Participation à l'élaboration des politiques	25
Illustration 30: Thèmes d'actualité 2025	26

1. Objectifs du rapport sur les opportunités 2025

A l'automne 2024, l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) du département Economie de la Haute école de Lucerne a réalisé, pour la première fois et en collaboration avec Raiffeisen Suisse société coopérative, l'enquête sur le rapport sur les opportunités Suisse. L'objectif de cette initiative commune est d'identifier chaque année les besoins, l'état d'esprit, les problèmes et en particulier les opportunités des moyennes et grandes entreprises suisses. L'enquête s'adresse

aux entrepreneurs et aux cadres dirigeants, qui ont une vue d'ensemble de l'activité de leur entreprise. L'objectif est de dresser un tableau aussi complet que possible des opportunités et des défis dans ce segment d'entreprises.

Dans un premier temps, l'enquête a été limitée à la Suisse alémanique. Dans les années à suivre, l'objectif consistera à interroger des entreprises de toute la Suisse.



2. Conception de l'étude

2.1 Réalisation de l'enquête

L'enquête a été réalisée en ligne à l'aide de l'outil d'enquête «Unipark» du département Economie de la Haute école de Lucerne. L'enquête et son analyse ont été réalisées dans l'anonymat. A aucun moment il n'a été possible d'établir un lien entre les réponses et les entreprises participantes ou vice versa.

L'invitation à participer à l'étude a été envoyée en septembre 2024 par les partenaires de l'enquête aux directions d'entreprises de Suisse alémanique. Par ailleurs, l'enquête a été promue via le réseau social LinkedIn et la newsletter de l'IFZ. La promotion de l'enquête par le biais de newsletters et des réseaux sociaux n'a pas permis d'exclure que des entreprises ne faisant pas partie du groupe cible y répondent. Etant donné que le canton d'origine des entreprises participantes a été demandé, les entreprises qui n'ont pas de siège en Suisse ont pu être exclues de l'analyse.

Au total, 218 questionnaires exploitables et entièrement complétés ont été reçus. Quatre entreprises ont indiqué avoir leur siège hors de Suisse. Ces quatre questionnaires ont été exclus de l'analyse, de sorte que 214 questionnaires complétés ont été inclus dans l'étude. Le questionnaire comportait des questions filtres. Tous les participants n'ont donc pas pu répondre à toutes les questions. En outre, certaines questions ont pu être ignorées. Par ailleurs, pour certaines questions, des choix multiples étaient possibles. C'est pourquoi l'analyse indique le nombre de réponses effectives par question, qui peut diverger à la hausse comme à la baisse du total des réponses (214).

Au début du questionnaire, les participants pouvaient choisir s'ils voulaient le remplir en allemand ou en anglais. Seules 3,7% des entreprises interrogées ont opté pour le questionnaire en anglais.

2.2 Conception du questionnaire

L'enquête a été réalisée à l'aide d'un questionnaire en ligne structuré qui comportait, outre des questions démographiques et des questions sur la structure organisationnelle, le secteur et l'activité des entreprises participantes, trois thèmes principaux:

1. Stratégie et mise en œuvre de la stratégie
2. Marché du travail et personnel qualifié
3. Souhaits pour la politique

Tous les participants pouvaient ignorer certaines questions. Outre les questions à choix multiples, les répondants pouvaient aussi remplir des champs de texte libre.

L'enquête était accessible à tous les participants potentiels en septembre 2024. L'enquête s'est achevée le 01.10.2024 et les résultats ont été sauvegardés. Toutes les réponses saisies et validées ont été intégrées dans l'analyse. Seules les réponses des entreprises étrangères ont été exclues.

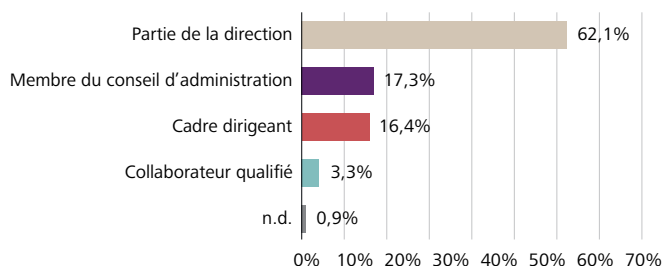
L'analyse de l'enquête a été réalisée en octobre 2024 à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) du département Economie de la Haute école de Lucerne par les auteurs de cette étude.

2.3 Représentativité

Afin d'obtenir des résultats significatifs, la diffusion du questionnaire en ligne a été ciblée sur les personnes appartenant au groupe cible principal. Compte tenu de la diffusion plus large du questionnaire sur les médias sociaux, il n'était toutefois pas exclu que des réponses parviennent en dehors du groupe cible. Cela a été pris en compte lors de l'analyse.

Un critère important pour la qualité et la représentativité des réponses est la qualification des répondants. Près des deux tiers (62,1%) des réponses proviennent de membres de la direction. Par ailleurs, 17,3% des répondants sont des membres du conseil d'administration. On constate ainsi que près de 80% des réponses proviennent du groupe cible principal, à savoir la direction de l'entreprise, qui dispose d'une vue d'ensemble de la situation de l'entreprise. 16,4% se considèrent en outre comme des cadres dirigeants, si bien que ces réponses font probablement aussi partie du groupe cible principal. Seuls 4,2% d'entre eux sont du personnel qualifié ou ne donnent aucune indication sur leur position dans l'entreprise. On peut donc constater que le groupe cible principal a bien été atteint parmi les répondants, ce qui a permis d'obtenir une très grande pertinence.

Illustration 1: Fonction et qualification



n=214 entreprises

A strictement parler, l'étude ne peut toutefois pas prétendre à la représentativité. Une approche différente, qui n'a délibérément pas été utilisée dans la présente étude, aurait été nécessaire. Pour obtenir un résultat représentatif, il aurait en effet fallu tenir compte des principes d'échantillonnage. En raison de la bonne adéquation des répondants avec le groupe cible visé, on peut néanmoins supposer une très grande pertinence avec une représentativité approximative des réponses.

2.4 Entreprises répondantes

La première partie de l'enquête portait sur le secteur d'activité, la taille et le siège des entreprises répondantes. Ces indications permettent d'une part de savoir si le groupe cible prévu a effectivement été atteint. D'autre part, les indications permettent d'effectuer des analyses spécifiques tenant compte des particularités régionales, sectorielles et relatives à la taille.

L'économie suisse est dominée par des entreprises de négoce et de services (environ 78%). Le secteur secondaire (industrie) représente 14% des entreprises, tandis que l'agriculture représente environ 8% des entreprises.¹ Toutefois, les entreprises faisant partie du groupe cible du rapport sur les opportunités sont les moyennes et grandes entreprises. Le négoce et les services, ainsi que l'agriculture, sont essentiellement constitués de petites entreprises, voire de micro-entreprises. Par conséquent, une surpondération de l'industrie était attendue dans les réponses au rapport sur les opportunités. Cette attente a été satisfaite puisque 20,1% proviennent de l'industrie manufacturière et de la production. Par ailleurs, 8,9% appartiennent à la construction de machines et équipements et 7,9% proviennent des secteurs pharmaceutique, de la santé et de la chimie, très importants pour la Suisse. Ainsi, plus d'un tiers des entreprises participantes appartiennent à l'industrie. En outre, 15% appartiennent au secteur du bâtiment (immobilier inclus). 7,5% exercent dans les secteurs de l'énergie et des transports. Dans un sens plus large, ces deux secteurs peuvent également être rattachés à l'industrie.

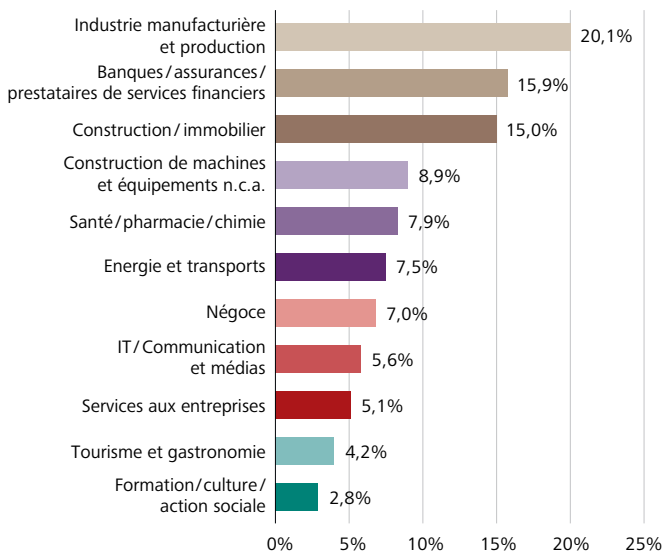
«Près de 80% des réponses proviennent de la direction des entreprises.»

¹ Voir Office fédéral de la statistique, [Marktwirtschaftliche Unternehmen nach Wirtschaftsabteilungen und Rechtsform – 2011–2022](#) tableau des entreprises marchandes selon la division économique et la forme juridique – 2011–2022 (admin.ch), consulté le 03.10.2024.

Conception de l'étude

Dans le secteur des services, l'économie suisse est principalement marquée par le secteur des services financiers (banques et assurances incluses). L'enquête illustre également. 15,9% se classent parmi les entreprises du secteur des services financiers. La majorité des autres entreprises appartiennent à d'autres secteurs de services. Ainsi, 5,6% appartiennent au secteur de l'informatique, des médias et de la communication et 5,1% supplémentaires se classent dans les services aux entreprises. 7% appartiennent au négoce.

Illustration 2: Répartition sectorielle



n=214 entreprises

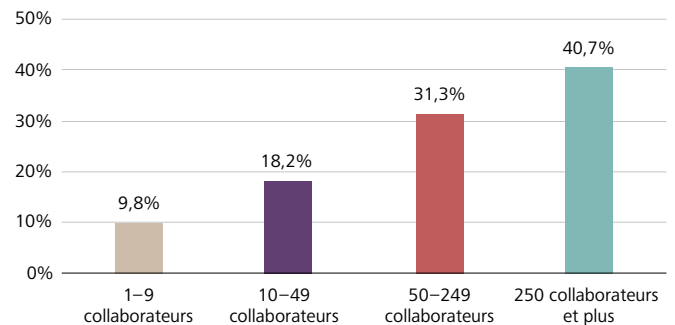
Cette répartition sectorielle permet de bien cerner le groupe cible, dont la taille et les secteurs divergent de la moyenne suisse. La taille des entreprises ayant participé à l'enquête en témoigne également. Celles-ci sont supérieures à la moyenne suisse mais correspondent pour la plupart aux critères cibles. Si l'on prend en compte le nombre de collaborateurs et le chiffre d'affaires d'une entreprise pour mesurer sa taille, les résultats suivants apparaissent pour les participants au rapport sur les opportunités: 40,7% des entreprises emploient plus de 250 collaborateurs et font partie des grandes entreprises selon la définition de l'Office fédéral de la statistique. Les moyennes entreprises comptant entre 50 et 249 collaborateurs représentent 31,3% des participants. 18,2% sont des petites entreprises comptant jusqu'à 49 collaborateurs. Les micro-entreprises de moins de 10 collaborateurs ne font pas partie du groupe cible principal. Elles représentent 9,8% des entreprises répondantes. Afin de garantir la validité des

affirmations, toutes les questions clés ont également été analysées sans tenir compte de la participation des micro-entreprises répondantes. Aucune divergence significative par rapport aux affirmations des autres catégories de taille d'entreprise n'a été constatée. De ce fait, les entreprises comptant jusqu'à 9 collaborateurs ont pu être laissées dans l'analyse.

L'observation des chiffres d'affaires montre également que les grandes et moyennes entreprises pèsent le plus lourd dans les réponses reçues dans l'étude. 19,6% des entreprises réalisent un chiffre d'affaires de plus de CHF 500 millions, 23,4% appartiennent à la catégorie de chiffres d'affaires compris entre CHF 100 et 500 millions. 11,7% ont un chiffre d'affaires supérieur à CHF 50 millions, mais ne dépassent pas CHF 100 millions. 44,4% des entreprises participantes ont un chiffre d'affaires inférieur à CHF 50 millions.

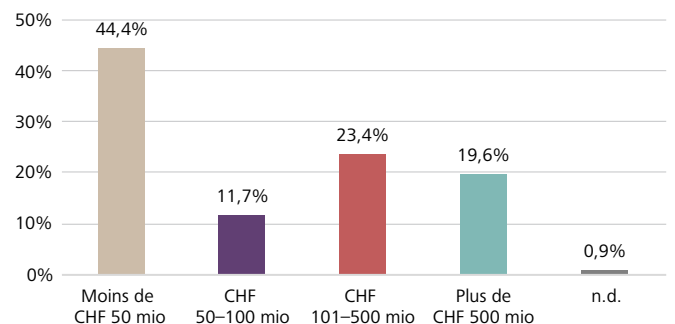
Dans l'ensemble, les entreprises répondantes sont nettement plus grandes que la moyenne suisse. Cela correspond au groupe cible visé.

Illustration 3: Taille de l'entreprise par ETP



n=214 entreprises

Illustration 4: Taille de l'entreprise selon le chiffre d'affaires



n=214 entreprises



Les entreprises qui exportent à l'échelle internationale sont confrontées à des problèmes spécifiques, par exemple en raison des réglementations douanières ou des fluctuations des taux de change. En tant qu'économie relativement petite avec un marché intérieur restreint, les entreprises suisses sont généralement très orientées vers l'exportation. 59,3% des participants au rapport sur les opportunités exportent. 27,1% réalisent plus de la moitié de leur volume d'affaires grâce aux exportations. Pour 20,6%, cette proportion dépasse même les trois quarts. La forte orientation exportatrice des entreprises suisses est bien représentée dans l'ensemble.

La répartition régionale des entreprises répondantes ne correspond pas à la puissance économique des grandes régions suisses. Cela s'explique d'une part par le fait que ni la Suisse romande ni le Tessin n'ont été ciblés dans cette enquête (les questionnaires n'étaient donc pas non plus disponibles en français et en italien). D'autre part, cela tient au fait que l'IFZ, en tant qu'organisation à l'origine de l'enquête, est particulièrement bien implantée dans les cantons de Suisse centrale, dont la représentation parmi les entreprises répondantes prime donc sur leur puissance économique.

Certaines caractéristiques des entreprises créent également d'autres défis et opportunités. Une cotation en bourse nécessite une plus grande transparence et offre des possibilités de financement différentes de celles des entreprises privées. 22,4% des entreprises répondantes sont cotées en bourse, 77,6% ne le sont pas. Si une entreprise fait partie d'un groupe international, que son siège social soit en Suisse ou dans un autre pays, d'autres responsabilités et problèmes se posent. 22% des entreprises ont déclaré faire partie d'un groupe international, contre 78% qui ont répondu par la négative.

Les entreprises répondantes sont supérieures à la moyenne de toutes les entreprises suisses. La combinaison sectorielle représentée correspond bien au groupe cible. La structure régionale des entreprises répondantes diffère de celle de l'économie suisse. Cela peut toutefois s'expliquer par la limitation de l'enquête à la Suisse alémanique. Les participants correspondent pour une très grande part au groupe cible des plus grands cadres dirigeants. Dans l'ensemble, l'échantillon reflète donc bien le groupe cible visé. Les résultats ont donc une forte validité.

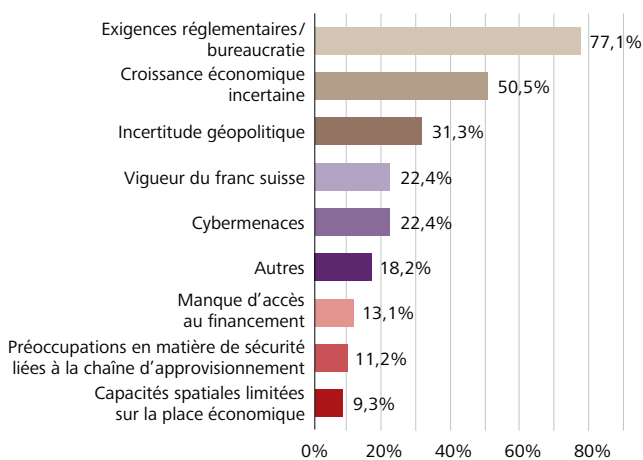
3. Résultats

3.1 Stratégie et mise en œuvre de la stratégie

3.1.1 Obstacles perçus au développement d'entreprise

Dans le thème prioritaire «Stratégie et mise en œuvre de la stratégie», la question portait tout d'abord sur les facteurs qui représentent des défis pour les entreprises ou qui freinent leur croissance. Les exigences réglementaires et la bureaucratie ont été les principaux défis cités (77,1%). La deuxième mention la plus fréquente a été la croissance économique incertaine, perçue par plus de la moitié des entreprises interrogées comme un obstacle à leur développement. Il est surprenant de constater que l'incertitude géopolitique actuelle joue un rôle relativement faible. A peine un tiers des entreprises seulement (31,3%) la perçoivent comme un obstacle. Les cybermenaces et la force du franc suisse sont considérées par 22,4% des entreprises comme des obstacles à la croissance. Les faibles obstacles à la croissance sont le manque d'accès au financement (13,1%), les problèmes de sécurité liés aux chaînes d'approvisionnement (11,2%) et les capacités spatiales limitées sur la place économique (9,3%). Dans le champ de texte libre «Autres obstacles à la croissance», outre les défis spécifiques aux entreprises et aux secteurs, le manque de main-d'œuvre qualifiée a été le plus souvent cité comme défi (6,1%). Celui-ci était en fait exclu de la question, car la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est le thème du deuxième chapitre principal de l'enquête. Le fait que le manque de personnel qualifié y ait été si souvent évoqué montre l'urgence de ce défi.

Illustration 5: Obstacles à la croissance des entreprises



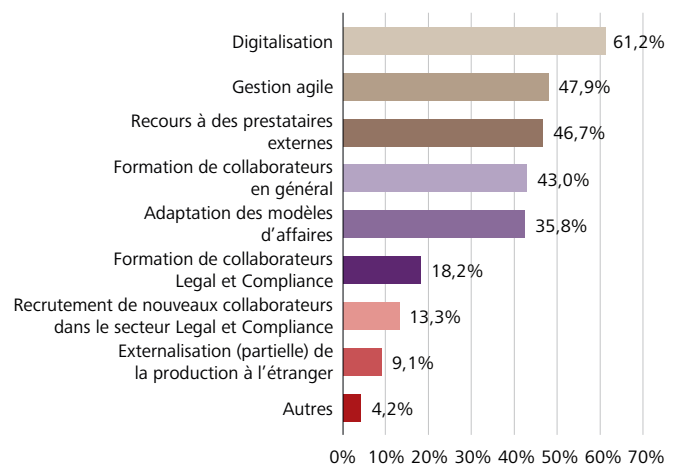
n=214 entreprises | N=547 réponses

3.1.2 Contre-mesures des entreprises

Les entreprises réagissent aux défis en prenant des contre-mesures. Les questions concernant les contre-mesures n'ont été posées qu'aux entreprises ayant mentionné le défi en question.

Face à l'augmentation des exigences réglementaires et de la bureaucratie, considérées comme des obstacles par 77,1% des entreprises, ces dernières réagissent principalement par la digitalisation des processus (61,2%). La gestion agile vient en deuxième position. 47,9% des entreprises y ont recours. Presque autant d'entreprises font appel à des prestataires externes (46,7%). Plus d'un tiers des entreprises (35,8%) procèdent à une modification de leur modèle d'affaires. Les autres mesures sont la formation des collaborateurs en général (43%), la formation des collaborateurs aux fonctions Legal et Compliance en particulier (18,2%) ainsi que le développement des collaborateurs dans le secteur Legal et Compliance (13,3%). Près d'un dixième des entreprises (9,1%) déclarent l'externalisation ou l'externalisation partielle de leur production à l'étranger comme contre-mesure au renforcement de la réglementation et de la bureaucratie et réagissent ainsi de manière drastique à la bureaucratisation accrue. Parmi les autres mesures prises pour lutter contre les obstacles bureaucratiques et réglementaires, 4,2% des entreprises considèrent que l'influence politique passe avant tout par le lobbying. Dans l'ensemble, une grande partie des répondants réagissent ainsi de manière très entrepreneuriale, les processus et la gestion étant digitalisés et les entreprises étant globalement plus agiles. Il est toutefois préoccupant de constater que presque un dixième des entreprises délocalisent leurs activités à l'étranger. Cela peut être

Illustration 6: Contre-mesures aux obstacles liés aux exigences réglementaires/à la bureaucratie



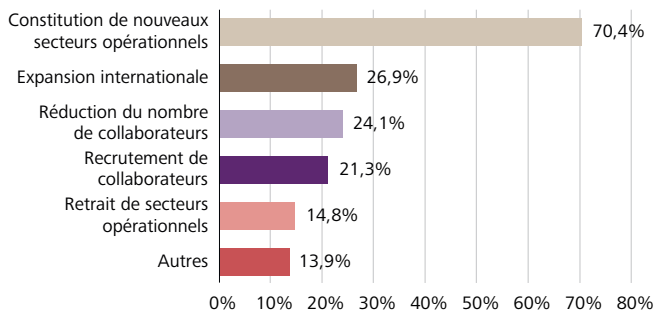
n=165 entreprises (correspondant à 77,1%) | N=461 réponses

Résultats

interprété comme un avertissement clair adressé aux politiques pour qu'ils fassent preuve de prudence dans l'élaboration de nouvelles réglementations.

Les entreprises qui considèrent l'incertitude de la croissance économique comme un obstacle (50,5 %) réagissent le plus souvent en constituant de nouveaux secteurs opérationnels (70,4 % des répondants). Cela témoigne d'une attitude fondamentalement proactive en matière d'entrepreneuriat. 26,9 % misent sur l'expansion internationale. Cependant, 24,1 % des entreprises déclarent également vouloir réduire leurs effectifs, tandis que 21,3 % d'entre elles envisagent de les renforcer. 14,8 % prévoient de se retirer de secteurs opérationnels. Dans l'ensemble, les réponses à connotation passive ou négative sont nettement minoritaires.

Illustration 7: Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude de la croissance économique

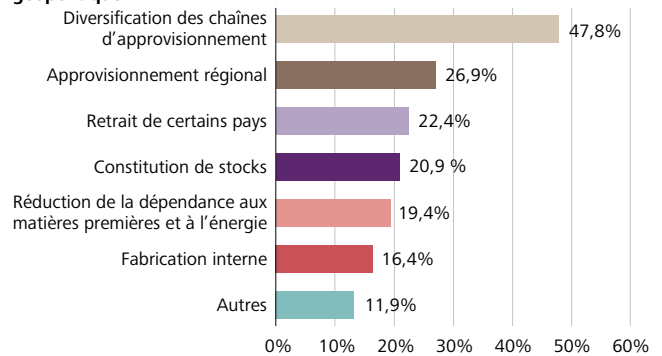


n=108 entreprises (correspond à 50,5%) | N=185 réponses

13,9 % des entreprises mentionnent d'autres mesures pour contrer la croissance économique incertaine. Les mesures d'optimisation des processus et d'augmentation de l'efficacité y sont principalement citées, ainsi que la conquête de nouveaux marchés.

Face à l'incertitude géopolitique actuelle, qui est tout de même considérée comme un frein à la croissance par 31,3 % des entreprises, les entreprises concernées agissent de manière tout aussi proactive. 47,8 % misent sur la diversification de leurs chaînes d'approvisionnement. L'approvisionnement régional est cité en deuxième position du catalogue de mesures (26,9 %), suivi par le retrait de certains pays (22,4 %). Parmi les autres mesures mentionnées figurent la constitution de stocks (20,9 %), la réduction de la dépendance aux matières premières et à l'énergie (19,4 %) et le renforcement de la fabrication interne (16,4 %). Les autres mesures prises (11,9 %) sont principalement des mesures de diversification des produits et des marchés.

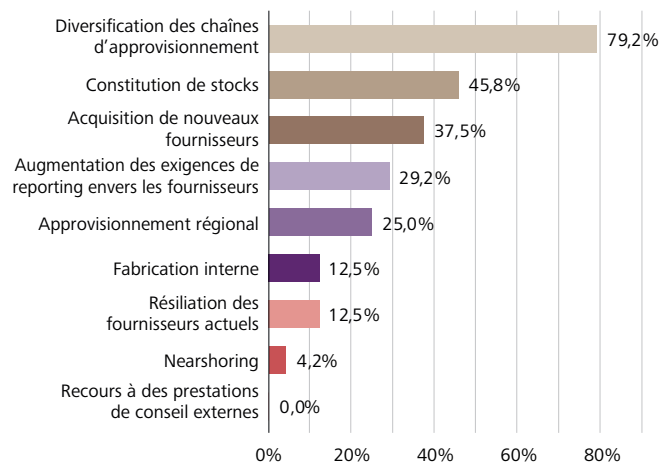
Illustration 8: Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude géopolitique



n=67 entreprises (correspondant à 31,3%) | N=111 réponses

Seules 11,2 % des entreprises ont cité les préoccupations liées à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement comme un obstacle à la croissance. Ces préoccupations en matière de sécurité sont le plus souvent liées à l'incertitude géopolitique. Les contre-mesures consistent en particulier à diversifier davantage les chaînes d'approvisionnement (79,2 %), mais aussi à constituer des stocks (45,8 %), à acquérir de nouveaux fournisseurs (37,5 %) et à s'approvisionner plus régionalement (25 %). 12,5 % des entreprises concernées misent sur la production en interne. De même, 12,5 % souhaitent également mettre fin à leurs relations avec les fournisseurs et 4,2 % misent sur le nearshoring. Le recours à des prestations de conseil externes n'a pas d'importance pour les entreprises en la matière.

Illustration 9: Contre-mesures aux obstacles liés aux préoccupations en matière de sécurité dans la chaîne d'approvisionnement

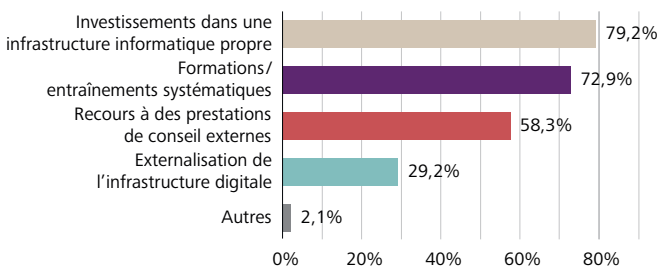


n=24 entreprises (correspondant à 11,2%) | N=159 réponses



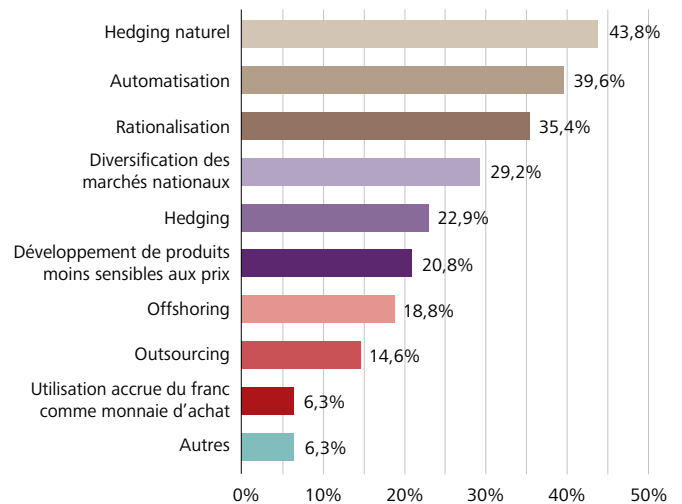
22,4 % des entreprises considèrent les cybermenaces comme un défi. Pour lutter contre les cybermenaces, les investissements dans l'infrastructure informatique interne sont cités comme la principale mesure (79,2 %), suivis par les formations et le perfectionnement systématiques (72,9 %). Outre l'externalisation de l'infrastructure digitale (29,2 %), le recours à des prestations de conseil externes (58,3 %) est également considéré comme une contre-mesure aux cybermenaces.

Illustration 10: Contre-mesures aux cybermenaces



n=48 entreprises (correspondant à 22,4 %) | N=116 réponses

Illustration 11: Contre-mesures à la force du franc suisse



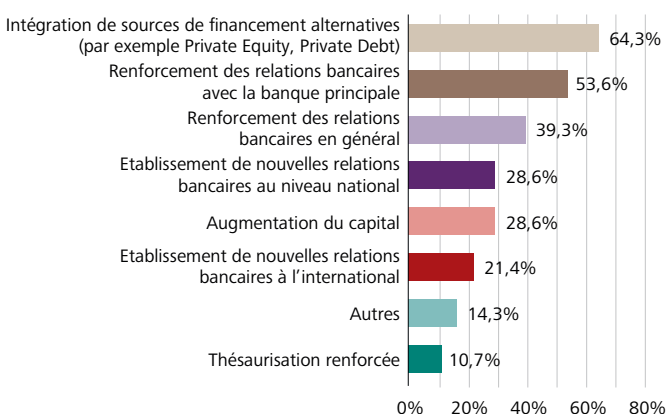
n = 48 entreprises (correspondant à 22,4 %) | N = 114 réponses

22,4 % des répondants considèrent le franc suisse fort comme un défi. Il convient de noter ici que toutes les entreprises interrogées ne sont pas concernées par les taux de change. Cela ne concerne que les entreprises exportatrices et/ou importatrices. A cet égard, le fait de mentionner moins d'un quart des entreprises répondantes sous-estime la pertinence du franc fort pour celles qui la jugent importante. La mesure la plus souvent citée pour faire face à cet obstacle est la couverture naturelle (43,8 %), c'est-à-dire la compensation la plus large possible des achats et des ventes en monnaie étrangère. L'automatisation (39,6 %) et la rationalisation (35,4 %) jouent également un rôle déterminant pour les entreprises dans la gestion de l'évolution de la monnaie nationale. La diversification des marchés nationaux (29,2 %) aide également les entreprises à se prémunir contre la force du franc suisse. Le hedging (22,9 %), à savoir la couverture par des instruments financiers, intervient également comme mesure de couverture, suivi par le développement de produits moins sensibles aux prix (20,8 %). L'intégration de capacités de production étrangères dans le cadre d'un offshoring est envisageable pour 18,8 % des entreprises. Une externalisation externe au sens de l'outsourcing est citée par 14,6 % des répondants comme contre-mesure. Seuls 6,3 % envisagent d'utiliser davantage le franc comme monnaie d'achat. De même, 6,3 % des entreprises mentionnent d'autres mesures telles que des programmes de réduction des coûts, des investissements dans la qualité des produits et le renforcement de leur propre marque.

Résultats

Le manque d'accès au financement ne constitue un défi pour la croissance de l'entreprise que pour 13,1% des cadres dirigeants interrogés. Les principales mesures entrant en jeu à cet égard sont, à 64,3%, l'intégration de sources de financement alternatives (par exemple Private Equity, Private Debt) et, à 53,6%, le renforcement des relations bancaires avec la banque principale ainsi que le renforcement des relations bancaires en général (39,3%). En outre, 28,6% évoquent la création de nouvelles relations bancaires au niveau national et une augmentation du capital. 21,4% considèrent l'établissement de nouvelles relations bancaires au niveau international comme une contre-mesure adéquate au manque d'accès au financement, suivi d'une capitalisation plus élevée (10,7%). 14,3% misent sur d'autres mesures telles que le renforcement des fonds propres ou une stratégie de financement diversifiée avec différentes relations bancaires.

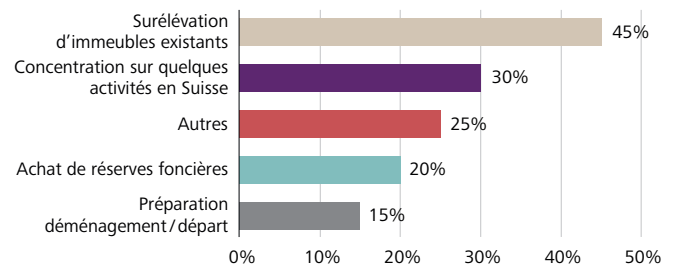
Illustration 12: Contre-mesures au manque d'accès au financement



n = 28 entreprises (correspond à 13,1%) | N = 73 réponses

Seuls 9,3% des répondants considèrent les capacités spatiales limitées sur la place économique comme un obstacle à la croissance. Les contre-mesures envisageables sont la surélévation des bâtiments existants (45%) et la concentration sur quelques activités en Suisse (30%). L'acquisition de réserves foncières (20%) et la préparation d'une relocalisation ou d'un départ (15%) ne sont envisageables que pour un petit nombre d'entreprises concernées. Il s'avère que peu d'entreprises sont concernées par la pénurie de capacités spatiales sur la place économique, mais qu'il s'agit pour elles d'un défi de taille qui peut également entraîner de vives réactions, voire le départ.

Illustration 13: Contre-mesures aux capacités spatiales limitées sur la place économique



n = 20 entreprises (soit 9,3%) | N = 27 réponses

Les réponses aux défis des entreprises correspondent aux souhaits exprimés à l'égard des politiques (voir chapitre 3.3 de cette étude). Les entreprises sont conscientes des défis auxquels elles sont confrontées, mais elles sont également en mesure de s'attaquer de manière proactive aux obstacles. La politique est moins sollicitée en tant que soutien, mais doit permettre aux entreprises de réagir rapidement, grâce à un minimum d'interventions et à une réglementation efficace.

«Les entreprises sont en mesure d'agir elles-mêmes de manière proactive contre les obstacles.»

Résultats

3.1.3 Opportunités et risques

Les entreprises ont une attitude positive à l'égard des thèmes d'actualité que sont l'intelligence artificielle (IA) et la durabilité entrepreneuriale. La plupart des entreprises (71,5 %) considèrent l'IA comme un risque faible à plutôt faible, tandis que 16,8 % la considèrent comme un risque plutôt élevé, seulement 7,9 % comme un risque moyen et seulement 1,9 % comme un risque élevé. En revanche, 62,1 % des entreprises considèrent l'IA comme une opportunité plutôt grande à moyenne, et 18,7 % comme une grande opportunité. Dans l'ensemble, l'attitude positive à l'égard de l'IA prédomine donc. Les entreprises souhaitent saisir les opportunités qu'offre cette nouvelle technologie. Il en va de même pour le thème de la durabilité entrepreneuriale. 72 % des entreprises considèrent ce thème comme un risque faible à plutôt faible et 17,8 % comme un risque plutôt élevé. 7,9 % le considèrent comme un risque moyen et seulement 0,9 % comme un risque élevé. En revanche, la grande majorité des entreprises considère la durabilité comme une opportunité. 53,5 % l'évaluent comme une opportunité plutôt grande à moyenne et 15,4 % la considèrent même comme une grande opportunité. Dans l'ensemble, les entreprises suisses se montrent étonnamment positives, même sur les thèmes d'actualité en partie controversés que sont l'IA et la durabilité. Elles voient les opportunités plutôt que les risques.

En principe, les entreprises voient peu de risques dans l'intervention de l'Etat mais aussi peu d'opportunités. Cela concorde avec les autres réponses du rapport sur les opportunités, qui expriment le souhait que l'Etat se concentre sur quelques domaines thématiques clés. La réglementation sur la transparence dans la chaîne d'approvisionnement (scope 3)² est considérée par 68,7 % des entreprises comme un risque plutôt faible à faible, tandis que 24,3 % d'entre elles y voient un risque plutôt élevé à moyennement élevé.

Ce thème est moins perçu comme une opportunité. 56,5 % des entreprises perçoivent la transparence de la chaîne d'approvisionnement comme une opportunité faible à plutôt faible, 16,4 % (taux non négligeable) comme une opportunité plutôt grande, 18,2 % comme une opportunité moyennement grande et 5,6 % comme une grande opportunité.

Pour une grande partie des entreprises, les subventions publiques ne représentent quasiment aucun risque, mais aussi peu d'opportunités. 70,1 % y voient des risques faibles à plutôt faibles et environ un quart (25,2 %) des risques élevés à plutôt élevés. 69,7 % évaluent les subventions comme une opportunité faible à plutôt faible et un peu plus d'un quart (26,2 %) comme une opportunité grande à plutôt grande. Cela montre par conséquent que les entreprises ont tendance à considérer les subventions publiques comme peu pertinentes.

De même, les accords de libre-échange comportent des risques faibles à plutôt faibles pour la plupart des entreprises (78,1 %). Seules quelques entreprises (16,8 %) y voient un risque élevé à plutôt élevé. Ce thème est également moins perçu comme une opportunité. 57,9 % des entreprises estiment qu'il s'agit d'une opportunité faible à plutôt faible, tandis que 37 % y voient une opportunité grande à plutôt grande. Il convient toutefois de tenir compte du fait qu'un peu plus de 40 % des entreprises répondantes ont déclaré ne pas exporter et qu'elles ne seront donc affectées par les accords de libre-échange que dans une moindre mesure.

Le thème du New Work, qui comprend par exemple le travail agile, le télétravail et les hiérarchies horizontales, est évalué par 67,4 % des entreprises comme un risque faible à plutôt faible, 19,6 % comme un risque plutôt élevé, 9,3 % comme un risque moyennement élevé et 1,4 % comme un risque élevé. D'un autre côté, 24,3 % y voient une opportunité plutôt

Illustration 14: Opportunités et risques

	Risque						Opportunité					
	faible						grande					
	1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Intelligence artificielle	12,1 %	31,8 %	27,6 %	16,8 %	7,9 %	1,9 %	1,4 %	7,0 %	9,3 %	26,6 %	35,5 %	18,7 %
Durabilité entrepreneuriale	15,0 %	36,9 %	20,1 %	17,8 %	7,9 %	0,9 %	4,2 %	10,3 %	15,0 %	26,6 %	26,6 %	15,4 %
Transparence de la chaîne d'approvisionnement (scope 3)	23,8 %	23,4 %	21,5 %	13,1 %	11,2 %	3,3 %	20,6 %	19,2 %	16,8 %	16,4 %	18,2 %	5,6 %
Subventions publiques	36,9 %	18,7 %	14,5 %	9,8 %	9,8 %	5,6 %	40,7 %	18,7 %	10,3 %	15,0 %	5,6 %	5,6 %
Accords de libre-échange	35,5 %	29,0 %	13,6 %	7,0 %	7,9 %	1,9 %	25,2 %	20,6 %	12,1 %	11,7 %	13,6 %	11,7 %
«New Work (par exemple travail agile, télétravail, hiérarchies horizontales)»	13,6 %	33,2 %	20,6 %	19,6 %	9,3 %	1,4 %	7,0 %	17,8 %	18,2 %	24,3 %	20,1 %	10,3 %

n=214 entreprises

² Le scope 3 désigne les émissions dans la chaîne d'approvisionnement qui ne doivent pas être contrôlées par l'entreprise déclarante elle-même, mais qui doivent lui être indirectement imputées, par exemple par l'achat de biens et services.

Résultats

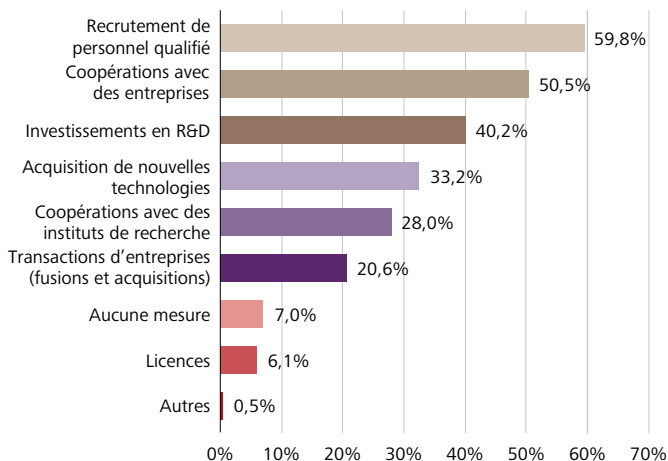
grande, 20,1% une opportunité moyennement grande et 10,3 % une grande opportunité. Cela montre, ici aussi, l'attitude positive à l'égard du thème «New Work» qui a récemment fait l'objet de débats controversés.

Les appréciations des entreprises sur les risques et les opportunités, tout comme les souhaits exprimés à l'égard des politiques (voir chapitre 3.3 de la présente étude), reflètent également une attitude fondamentalement orientée vers l'entreprise, qui repose sur une disposition à prendre des risques généralement plus élevée, une faible orientation vers l'Etat et une attitude proactive à l'égard des nouvelles thématiques et des innovations, et qui peut être considérée comme caractéristique du paysage entrepreneurial suisse.

3.1.4 Accès aux technologies et aux innovations

Les entreprises s'assurent l'accès aux technologies et innovations disruptives par différentes mesures. L'embauche de personnel qualifié est la plus importante (59,8%). Cela correspond à l'importance perçue du thème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (voir chapitre 3.2 de la présente étude). 50,5 % misent sur les coopérations avec les entreprises et 40,2 % des entreprises mentionnent des investissements en R&D. D'autres mesures sont l'achat de nouvelles technologies (33,2 %), la coopération avec des instituts de recherche (28%) et l'achat d'entreprises (20,6%). 6,1% des entreprises utilisent des licences. 7% des entreprises déclarent ne prendre aucune mesure pour s'assurer l'accès aux innovations et aux technologies disruptives.

Illustration 15: Garantie de l'accès aux technologies et aux innovations disruptives



n = 214 entreprises | N = 526 réponses

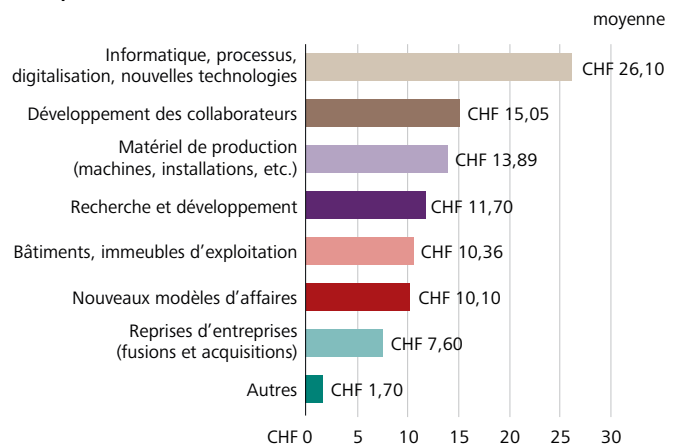
3.1.5 Politique d'investissement des entreprises

Les répondants dans le cadre du rapport sur les opportunités 2025 ont reçu un budget d'investissement fictif de CHF 100, à répartir dans huit secteurs au total. Les entreprises devaient présenter leurs investissements pour les trois prochaines années. En l'occurrence, le montant pouvait être inférieur à CHF 100, mais pas dépassé. Les résultats montrent que peu de répondants ont attribué le montant total de CHF 100 à un seul secteur.

Lors de la répartition, la part moyenne la plus élevée (CHF 26,10) du budget d'investissement a été allouée au secteur informatique, aux processus, à la digitalisation et aux nouvelles technologies. Les deuxième et troisième places seront investies dans le développement des collaborateurs (CHF 15,05) et dans les moyens de production (machines, installations, etc.) (CHF 13,89) au cours des trois prochaines années. CHF 11,70 seront investis dans la recherche et le développement, CHF 10,36 dans les immeubles et les bâtiments. Un montant proportionnellement élevé est investi dans de nouveaux modèles d'affaires (CHF 10,10). Les rachats d'entreprises représentent également des investissements expansionnistes pour CHF 7,60 en moyenne du budget d'investissement des trois prochaines années. Dans l'ensemble, on remarque aussi que les entreprises investissent dans une grande mesure dans l'expansion de leurs activités.

Il est révélateur de constater que certains domaines d'investissement ne sont pas pris en compte par les entreprises. Plus de 50 % des répondants ont attribué CHF 0 au secteur

Illustration 16: Budget d'investissement moyen de CHF 100 pour les trois prochaines années



n = 214 entreprises

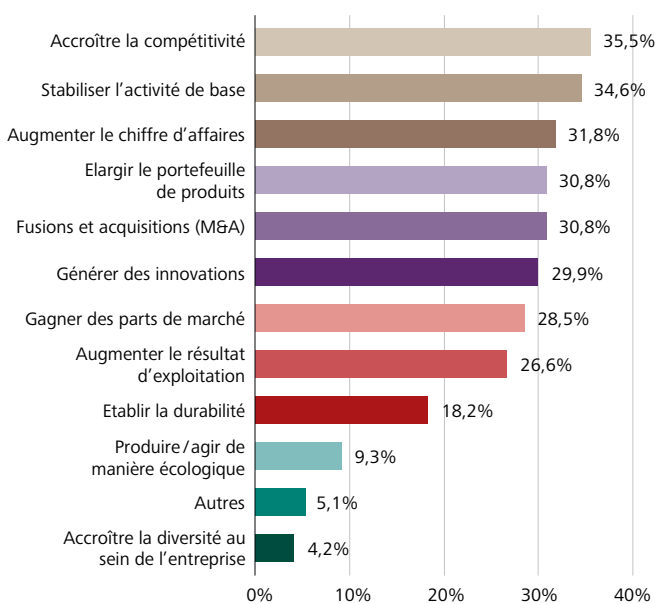
Résultats

Bâtiments et immeubles d'exploitation (51,4%). En ce qui concerne les fusions et acquisitions (M&A), deux tiers (66,4%) des entreprises ont même indiqué ne pas investir du tout. De nombreuses entreprises de l'échantillon ne disposeront pas de leurs propres immeubles. D'autre part, certaines entreprises excluent pour elles-mêmes les fusions et acquisitions comme mesure stratégique.

3.1.6 Besoins et formes de financement

Les domaines d'investissement mentionnés dans la section précédente créent des besoins de financement pour les entreprises. Interrogés sur leurs besoins de financement pour des projets concrets, 35,5% des répondants ont indiqué avoir besoin de financement pour accroître leur compétitivité. 34,6% ont besoin de financements pour stabiliser leur cœur de métier. Une augmentation du chiffre d'affaires constitue un objectif de financement pour 31,8% des répondants et 30,8% souhaitent élargir leur portefeuille de produits par un financement ou procéder à des rachats d'entreprises. L'utilisation du financement pour la création d'innovations est un objectif pour 29,9%. 28,5% souhaitent financer l'acquisition de parts de marché, tandis que 26,6% se concentrent sur l'augmentation du résultat d'exploitation. Les financements pour la durabilité sont moins déterminants: 18,2% ont besoin de moyens financiers pour

Illustration 17: Besoin de financement des projets d'entreprise

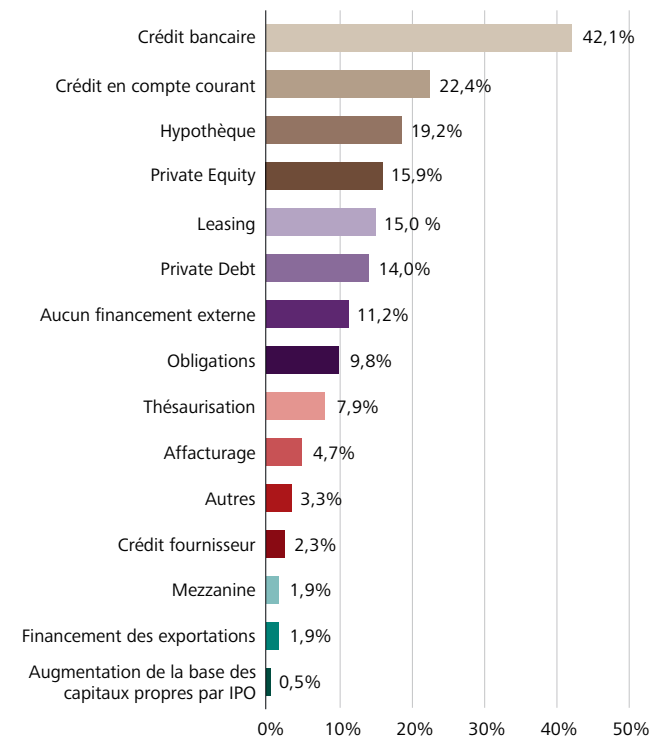


n = 214 entreprises | N = 611 réponses

établir la durabilité au sein de l'entreprise, 9,3% mentionnent l'action ou la production écologiques (9,3%) comme objectif financier. Seuls 4,2% ont recours aux financements pour accroître la diversité dans l'entreprise (4,2%).

La question suivante portait sur la forme de financement envisagée pour les 12 prochains mois. L'utilisation d'un crédit bancaire (42,1%), d'un crédit en compte courant (22,4%) ou d'une hypothèque (19,2%) sont les formes de financement les plus souvent citées. Outre le financement par leasing (15%), les formes alternatives de financement que sont le Private Equity (15,9%) et la Private Debt (14%) sont également une option. Les obligations entrent en ligne de compte pour 9,8%, suivies du financement par capitalisation (7,9%). Les formes de financement liées à la chaîne d'approvisionnement, telles que l'affacturage (4,7%), le crédit fournisseur (2,3%) et le financement des exportations (1,9%) sont envisagées par les entreprises dans une moindre mesure. Un financement mezzanine (1,9%) ainsi que l'augmentation de la base des capitaux propres par IPO sont envisageables

Illustration 18: Utilisation prévue des formes de financement dans les 12 prochains mois



n = 214 entreprises | N = 368 réponses

Résultats

pour 0,5 % des entreprises. Pour 11,2 % des entreprises, un financement externe n'est pas prévu actuellement ni dans les 12 prochains mois. Cela concorde avec le constat selon lequel les entreprises suisses présentent des taux de capitaux

propres plus élevés que celles d'Allemagne ou d'Autriche, par exemple. Il en résulte une diminution des besoins de financement externe.³



«Les entreprises voient plus d'opportunités que de risques.»

³ Voir Hunziker, S. et al.: ERM Report 2023 – Finanzielle Resilienz von Unternehmen in der DACH Region, Rotkreuz 2023 ([Rapport ERM 2023 – Résilience financière des entreprises dans la région DACH]).

3.2 Marché du travail et main-d'œuvre qualifiée

3.2.1 Besoins en main-d'œuvre qualifiée

La seconde partie du rapport sur les opportunités se concentre sur des thématiques centrales du marché du travail, en particulier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, largement débattue publiquement. Face au défi croissant de recruter et de fidéliser des collaborateurs qualifiés, cette étude met en lumière les stratégies et solutions actuelles adoptées par les entreprises.

Pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les entreprises ont recours à une multitude de mesures. Les entreprises ont le plus recours à des horaires de travail flexibles (62,1%) et à des modèles de travail hybrides (59,3%). Une autre approche importante pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est la formation interne, utilisée par 57% des entreprises. L'amélioration de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale constitue une solution essentielle pour 53,3% des entreprises. Plus de la moitié des entreprises interrogées ont recours à ces quatre mesures. 43,5% des entreprises misent sur des salaires plus élevés pour attirer et retenir du personnel qualifié. 41,6% des entreprises misent sur des formations externes et la mise en place de hiérarchies horizontales. L'enquête montre que 27,6% des entreprises suisses interrogées recourent à la recherche

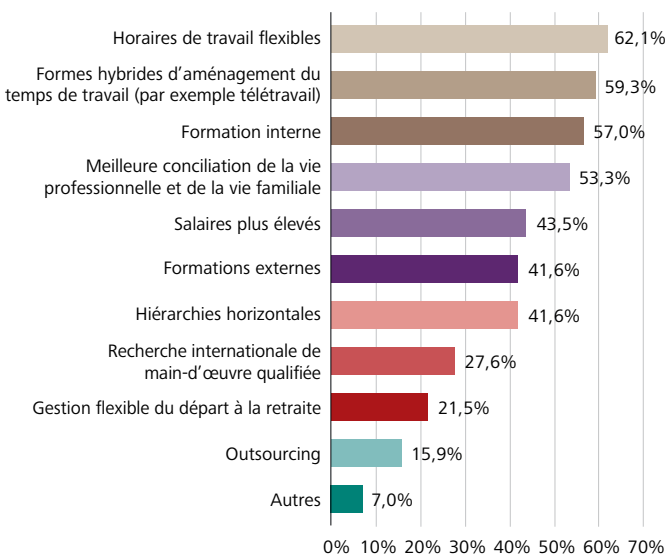
internationale de personnel qualifié et 21,5% à une gestion flexible de la retraite comme stratégie pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Par ailleurs, 15,9% des entreprises ont recours à l'externalisation pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Ces mesures illustrent la diversité des stratégies mises en place par les entreprises suisses pour faire face efficacement à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et renforcer leur position d'employeur attractif. La plupart des entreprises misent sur une plus grande flexibilité et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

3.2.2 Défis et potentiels des structures internes du personnel

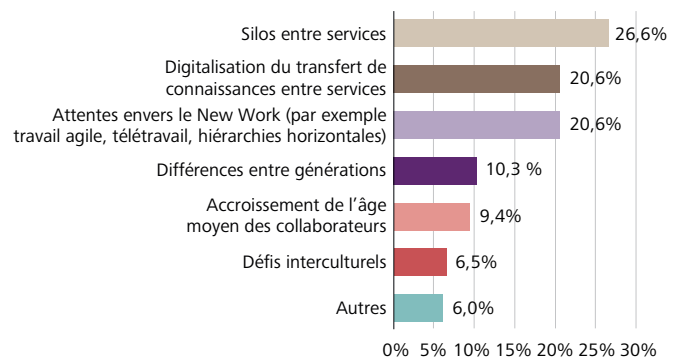
Pour les entreprises, les cloisonnements entre départements sont l'obstacle le plus fréquent aux structures internes du personnel (26,6%). Pour surmonter les cloisonnements, la promotion de la collaboration peut augmenter l'efficacité au sein de l'entreprise. Une entreprise sur cinq (20,6%) relève notamment le défi d'optimiser la digitalisation du transfert de connaissances, de manière à ce que celles-ci restent partagées et préservées. La même proportion d'entreprises (20,6%) voit un défi dans les attentes en matière de New Work, y compris les méthodes de travail agiles, le télétravail et les hiérarchies horizontales. L'adaptation des structures et des cultures aux modèles de travail modernes peut à son tour créer de nouvelles opportunités. Etant donné que les entreprises recourent de plus en plus au New Work, comme indiqué au point 3.2.1, l'écart entre la réalité et les attentes à l'égard du New Work peut poser problème. D'autres défis ont été beaucoup moins souvent cités: les différences entre les générations (10,3%), l'augmentation de l'âge moyen des collaborateurs (9,4%) et les défis interculturels (6,5%).

Illustration 19: Stratégies et solutions pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée



n = 214 entreprises | N = 921 réponses

Illustration 20: Défis liés aux structures internes du personnel

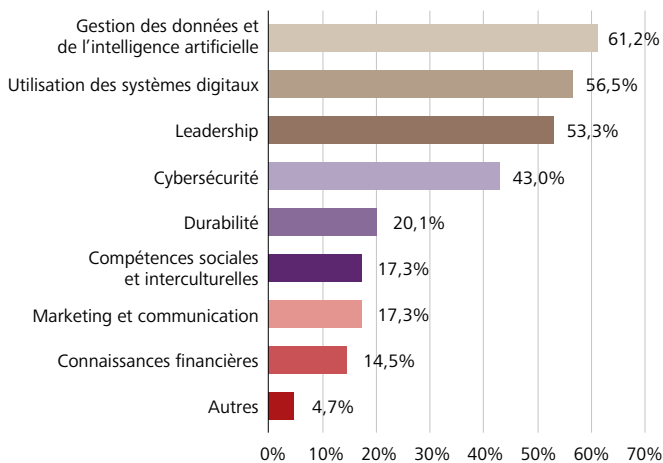


n = 214 entreprises

Résultats

Les participants ont été interrogés sur les secteurs dans lesquels le perfectionnement de leur personnel est particulièrement important. 61,2 % des entreprises ont mentionné l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle. Ce thème d'actualité occupe donc la première place. Cela concorde avec l'idée selon laquelle l'IA est une opportunité plutôt qu'un risque (3.1.3 de la présente étude). Vient ensuite l'utilisation des systèmes digitaux, considérée comme importante par 56,5 % des entreprises.

Illustration 21: Secteurs nécessitant un perfectionnement



n = 214 entreprises | N = 616 réponses

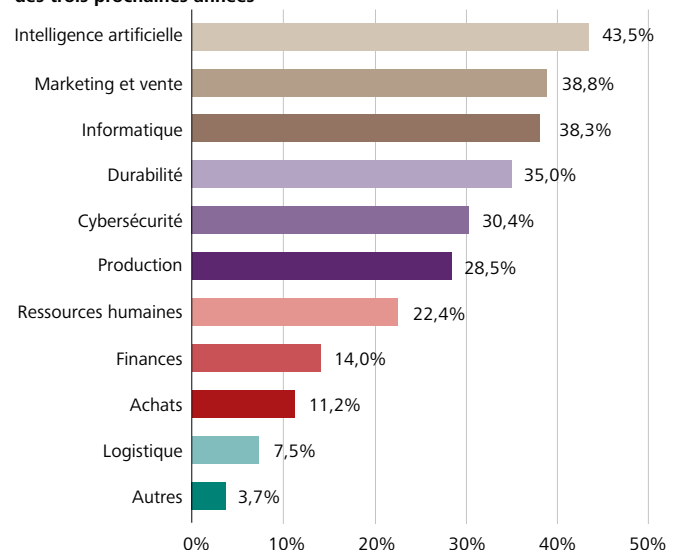
53,3 % des entreprises reconnaissent la nécessité de former leurs collaborateurs dans le domaine du leadership. La cybersécurité suit avec 43 %, ce qui souligne l'importance croissante de la protection contre les menaces digitales. 20,1 % des entreprises considèrent la durabilité comme un domaine nécessitant des formations. Les compétences sociales et interculturelles ainsi que le marketing et la communication ont chacun la même importance pour 17,3 % des répondants. En revanche, les connaissances financières ne constituent un domaine de perfectionnement pertinent que pour 14,5 % des entreprises. Dans l'ensemble, les entreprises considèrent donc les nouvelles compétences digitales comme particulièrement importantes. Dans ce domaine, les entreprises sont également disposées à investir dans le perfectionnement (voir également le point 3.1.5 de la présente étude).

3.2.3 Stratégies visant à remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Nous avons également examiné les secteurs dans lesquels il est prévu d'augmenter ou de réduire les effectifs, d'externaliser ou de ne pas prendre de mesures en matière de personnel dans le courant des trois prochaines années. La plupart des entreprises souhaitent maintenir leurs effectifs à un niveau stable et ne prévoient aucune mesure (56,2 %). 28,5 % prévoient d'accroître leur personnel. Le marché de l'emploi devrait rester tendu pour les entreprises puisque seulement 4,8 % prévoient de réduire leurs effectifs. 10,5 % des entreprises participantes privilégient la stratégie d'externalisation.

Si l'on ventile les résultats par secteur, l'IA est alors le secteur le plus important pour les nouveaux recrutements: 43,5 % prévoient en effet des recrutements dans ce domaine. Un accroissement des effectifs est également prévu dans le marketing et la vente (38,8 %) ainsi que dans l'informatique (38,3 %). 35 % souhaitent recruter des collaborateurs dans le secteur de la durabilité. 30,4 % souhaitent le faire dans la cybersécurité. Cela montre qu'il existe un besoin évident de personnel supplémentaire dans ces secteurs tournés vers l'avenir et axés sur la technologie pour répondre aux exigences et aux innovations croissantes. 28,5 % prévoient un accroissement des effectifs dans la production, suivis par les ressources humaines (22,4 %), les finances (14 %), les achats (11,2 %) et la logistique (7,5 %). Dans l'ensemble, les secteurs administratifs doivent connaître un développement sensiblement inférieur à ceux qui sont nécessaires au développement de l'activité. Dans l'ensemble, l'informatique, et en particulier l'IA, est de la plus haute importance.

Illustration 22: Augmentation des effectifs prévue par secteur au cours des trois prochaines années

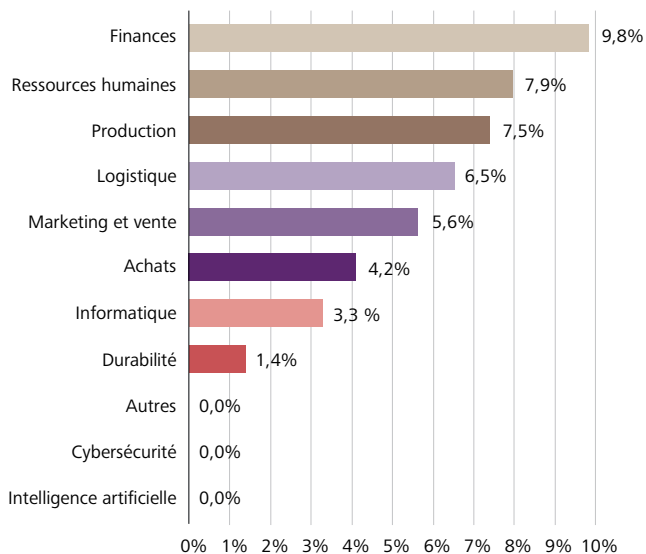


n = 214 entreprises | N = 585 réponses

Résultats

La planification de réductions d'effectifs est bien plus rare que celle des augmentations. Les secteurs traditionnels et administratifs sont les plus cités. Le secteur financier arrive en tête avec 9,8 %, suivi des ressources humaines avec 7,9 %, de la production avec 7,5 % et de la logistique avec 6,5 %. 5,6 % des entreprises citent le marketing et la vente, tandis que 4,2 % des entreprises prévoient des réductions de personnel pour les achats, 3,3 % dans l'informatique et 1,4 % dans la durabilité. Aucune réduction de personnel n'est prévue dans les secteurs de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité, comme indiqué précédemment. Ces réductions de personnel témoignent d'une automatisation et d'une digitalisation grandissantes dans les secteurs administratifs.

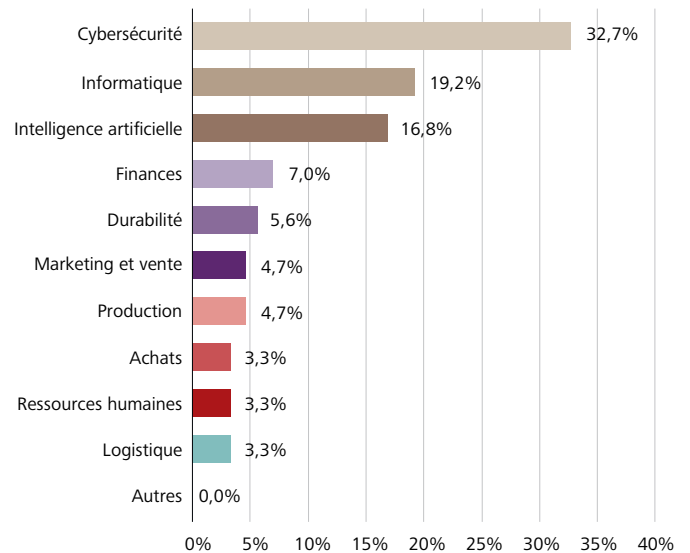
Illustration 23: Réductions des effectifs prévues dans les trois prochaines années, par secteur



n=214 entreprises | N=99 réponses

Les entreprises ont également été interrogées sur les secteurs dans lesquels elles prévoient d'externaliser au cours des trois prochaines années. Les secteurs les plus souvent cités sont la cybersécurité avec 32,7 %, l'informatique avec 19,2 % et l'intelligence artificielle avec 16,8 %. Cela suggère que les entreprises aient recours à l'externalisation pour des prestations spécialisées afin de se concentrer sur leurs compétences clés. Le secteur financier est cité par 7 % des entreprises, tandis que ce sont 5,6 % pour la durabilité et 4,7 % respectivement pour le marketing et la vente ainsi que la production. 3,3 % des entreprises mentionnent les achats, les ressources humaines et la logistique.

Illustration 24: Externalisation prévue par secteur au cours des trois prochaines années



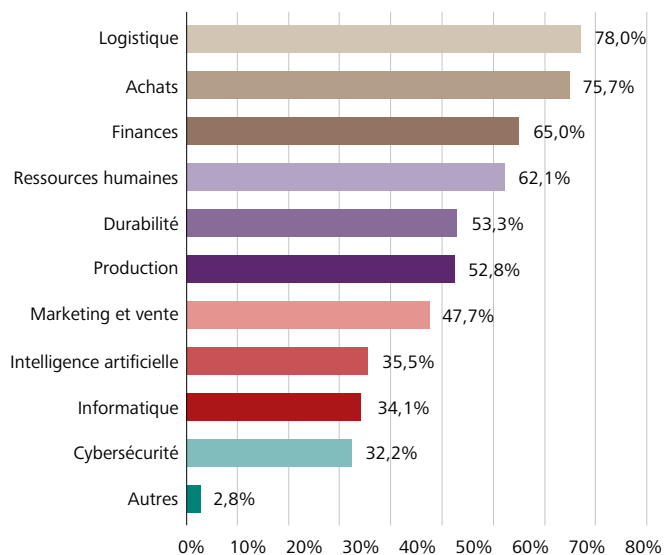
n=214 entreprises | N=215 réponses

Dans de nombreux secteurs, les entreprises souhaitent maintenir la stabilité de leurs effectifs et ne prévoient donc aucune mesure. Des valeurs particulièrement élevées ont été observées dans les secteurs de la logistique (78 %), des achats (75,7 %) et des finances (65 %). Cela indique que les entreprises y ont déjà exploité les possibilités de digitalisation et d'augmentation de l'efficacité. 62,1 % ne prévoient aucune mesure pour les ressources humaines et 53,3 % pour la durabilité. Pour la production, 52,8 % des entreprises ne prévoient aucune mesure, tandis que 47,7 % mentionnent le marketing et la vente. L'intelligence artificielle est représentée par 35,5 %, l'informatique par 34,1 % et la cybersécurité par 32,2 %.

«Les entreprises souhaitent surtout externaliser les activités liées à la cybersécurité. Dans de nombreux autres secteurs, elles prévoient que le volume de leur personnel reste stable.»

Résultats

Illustration 25: Aucune mesure prévue dans les trois prochaines années, par secteur



n=214 entreprises | N=1'154 réponses

Dans l'ensemble, les résultats montrent une réaction aux tendances futures, à l'efficacité des coûts dans les secteurs traditionnels, à la stabilité dans les secteurs déjà optimisés et à l'externalisation dans les secteurs non stratégiques. De nombreuses mesures sont alors prévues pour garantir et développer la compétitivité, notamment dans les secteurs relativement nouveaux et en pleine évolution disruptive que sont l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'informatique.



3.3 Souhais adressés aux politiques

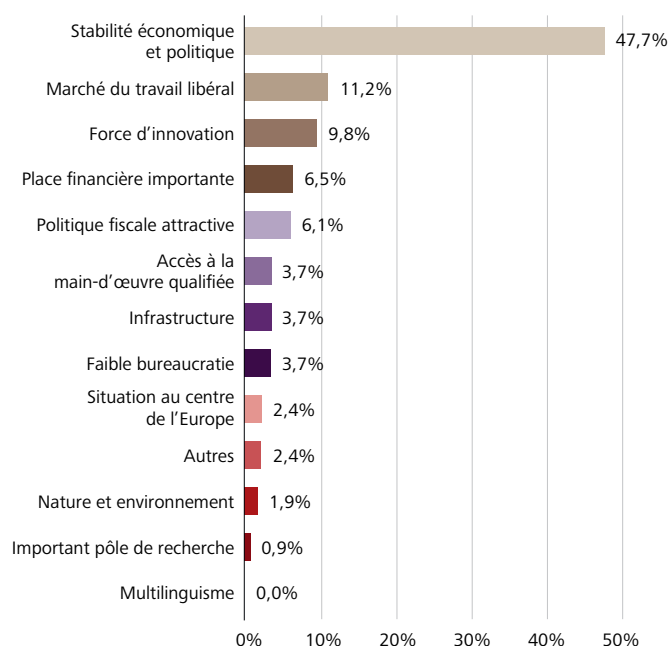
3.3.1 Perception de la place économique suisse

Dans le cadre d'une première question portant sur l'évaluation de l'environnement économique et politique en Suisse, les participants à l'étude ont été interrogés sur les principaux avantages de la place économique suisse selon eux. Un peu moins de la moitié des répondants ont cité de loin la stabilité économique et politique. Cette perception coïncide avec d'autres travaux de recherche qui mettent particulièrement l'accent sur la stabilité politique, tels que les gouvernements multipartites, qui contribuent à la concordance et, partant, à la prévisibilité des conditions-cadres économiques.⁴ La fiabilité et la confiance qui en découlent sont des conditions préalables à l'investissement et au dynamisme économique. A cet égard, la stabilité crée le dynamisme. En témoigne le fait que la force d'innovation, avec près de 10 %, occupe la troisième place parmi les avantages de la Suisse en matière de place économique.

11,2 % considèrent le marché du travail libéral comme le plus grand avantage de la place économique suisse. Les marchés du travail libéraux se caractérisent par un faible niveau de réglementation qui laisse aux employeurs la liberté d'embaucher des collaborateurs, mais aussi de les licencier en temps de crise. Les entreprises suisses ont ainsi la possibilité de réagir rapidement à l'évolution des conditions-cadres. Le seuil d'inhibition au recrutement de collaborateurs est abaissé.

L'importance de la place financière suisse, la politique fiscale attractive ainsi que l'accès à une main-d'œuvre qualifiée, la bonne infrastructure et la faible bureaucratie – bien que, comme le montrent les autres réponses de cette étude, ces éléments soient considérés comme critiques par de nombreuses entreprises qui craignent un nouveau développement de la bureaucratie – occupent les autres rangs dans les citations des avantages de la place économique suisse. Ces réponses permettent de conclure qu'à l'heure actuelle, la bureaucratie est encore considérée comme tolérable, mais qu'il y a une augmentation sensible de la charge administrative. Il s'agit d'un signal d'avertissement clair pour les responsables politiques, qui doivent gérer avec soin l'avantage que représente la stabilité de la place économique et faire preuve de prudence dans le développement des réglementations. La nature et l'environnement, ainsi que le site de recherche qu'est la Suisse, n'ont été cités que de manière isolée. Le multilinguisme de la Suisse n'a pas été mentionné. Il ne s'agit donc pas d'un avantage, ce qui ne signifie pas nécessairement que le multilinguisme soit un inconvénient.

Illustration 26: Avantages de la place économique suisse



n = 214 entreprises

3.3.2 Interventions politiques

Dans une autre question sur les souhaits en matière de politique, les participants ont été interrogés sur les domaines politiques dans lesquels ils souhaiteraient voir une politique différente. Les répondants pouvaient classer les domaines politiques indiqués par ordre d'importance. La question a été analysée en attribuant sept points à la première désignation, six points à la deuxième et ainsi de suite jusqu'à un point à la septième.

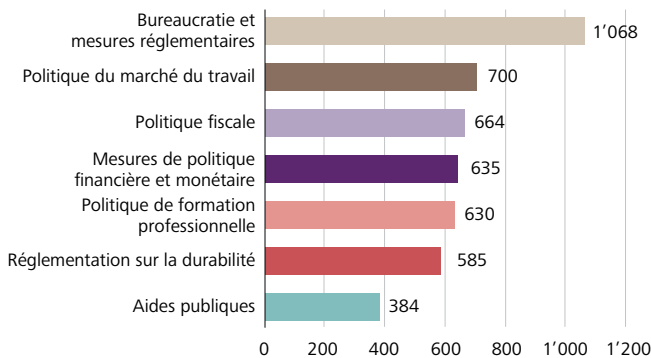
Le domaine de la bureaucratie et de la réglementation est de loin le plus souvent classé en première et deuxième places. Cela montre que les entreprises se sentent mal à l'aise dans ce domaine et souhaitent une approche politique différente. Ces dernières années, les réglementations se sont également multipliées en Suisse dans de nombreux secteurs comme l'environnement, le social, les droits de l'homme, etc. La Suisse suit la plupart du temps les réglementations précédemment mises en place dans l'UE. En outre, l'introduction de l'imposition minimale a entraîné de nouvelles obligations en matière de reporting pour les entreprises. De ce fait, il en résulte de nouvelles obligations de reporting et un renforcement de celles existantes pour les entreprises. Une question

⁴ Voir Eichenberger, R., Portmann, M., Schafer, P., & Stadelmann, D. (2021). Mehrheitswahlen in Mehrpersonenwahlkreisen: Ein Schweizer Erfolgsrezept? Perspektiven der Wirtschaftspolitik, 22e. année cahier 4, p. 315 à 329.

Résultats

supplémentaire a donc été posée sur la réglementation en matière de durabilité en particulier. Toutefois, les réponses ont été nettement moins nombreuses que pour la bureaucratie en général. Pris ensemble, ces deux aspects de la réglementation représentent de loin le plus grand souhait de changements en politique.

Illustration 27: Classement pondéré des domaines politiques présentant le plus grand désir de changement



n=214 entreprises

Il n'est pas surprenant de constater que lorsqu'on demande ensuite aux entreprises si elles souhaitent plus ou moins d'interventions dans le domaine de la réglementation ou de la durabilité, une large majorité en souhaite moins. Le souhait de changements dans la politique financière et monétaire est également relativement élevé. Les décisions de la Banque

nationale suisse (BNS) y sont également abordées. Les entreprises répondantes souhaitent généralement moins d'interventions, la majorité d'entre elles ne souhaitant même aucun changement. Cela correspond à l'autonomie de la BNS, mais ne signifie pas pour autant que les mesures ne puissent pas faire l'objet d'un débat controversé.

Il est frappant de constater que le domaine politique dans lequel les entreprises souhaitent le plus un rôle plus actif de leur part est la politique de formation professionnelle. Le fait que les entreprises souhaitent que la politique joue un rôle plus actif dans ce domaine concorde avec la perception de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée comme étant un obstacle à la croissance.

Parmi les domaines politiques, c'est l'aide publique qui bénéficie de la plus faible priorité de la part des entreprises. Cela indique que les entreprises souhaitent prendre leurs décisions de manière autonome tout en restant indépendantes des aides financières de l'Etat.

Dans l'ensemble, les entreprises répondantes souhaitent une liberté et une indépendance maximales face aux décisions politiques et administratives. Ce n'est qu'en matière de politique de formation professionnelle que les entreprises formulent des exigences claires à l'égard des politiques. Dans ce domaine, les entreprises souhaitent que l'Etat joue un rôle plus actif.

Illustration 28: Souhaits adressés aux politiques

		Plus d'intervention	Moins d'intervention	Pas de changements	n.d.
Bureaucratie et mesures réglementaires	1'068 points	12.6 %	74.8 %	9.3 %	3.3 %
Politique du marché du travail	700 points	18.7 %	43.9 %	30.4 %	7.0 %
Politique fiscale	664 points	13.1 %	47.2 %	34.1 %	5.6 %
Mesures politiques financières et monétaires	635 points	15.0 %	33.6 %	44.4 %	7.0 %
Politique de formation	630 points	46.7 %	19.6 %	26.7 %	7.0 %
Réglementation en matière de durabilité	585 points	14.5 %	51.9 %	27.1 %	6.5 %
Subventions publiques	384 points	18.2 %	37.4 %	37.4 %	7.0 %

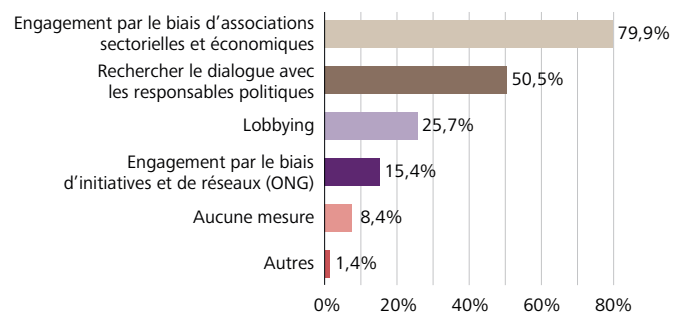
n=214 entreprises



3.3.3 Participation active des entreprises à l'élaboration des politiques

Dans une économie de marché, les entreprises déterminent l'évolution de l'économie nationale. Par conséquent, il est non seulement légitime, mais même nécessaire, que les entreprises et leurs représentants interviennent dans le débat sur la politique économique. Les questions précédentes ont clairement montré que les entreprises suisses voient bien la nécessité d'agir et souhaitent des changements dans l'orientation politique. C'est pourquoi le rapport sur les opportunités a demandé aux entreprises de quelle façon elles tentaient d'influencer le discours politique. Seuls 8,4% des participants ont indiqué ne prendre aucune mesure pour influencer sur la politique. Les autres entreprises sont essentiellement organisées en associations sectorielles ou autres organisations d'entreprises et tentent d'influencer la politique en s'engageant dans des associations. Un peu plus de la moitié des entreprises recherchent un contact direct avec la politique, tandis qu'un quart pratiquent le lobbying, c'est-à-dire le contact direct avec les instances décisionnaires politiques au Parlement. Nettement moins que les autres alternatives, la tentative d'influence se fait par le biais d'initiatives et de réseaux, comme les organisations non gouvernementales.

Illustration 29: Participation à l'élaboration des politiques



n = 214 entreprises | N = 388 réponses

3.3.4 Thème d'actualité 2025

La dernière question du rapport sur les opportunités portait sur le thème d'actualité 2025. La question a été posée sur le thème qui marquera les entreprises au cours de l'année à venir. Les répondants ont pu saisir du texte libre pour indiquer les thématiques qui leur semblaient les plus porteuses d'opportunités pour eux.

Pour l'analyse, les réponses en texte libre ont été regroupées par termes génériques. Il en ressort que les entreprises accordent une importance particulière au secteur de l'IA et de la digitalisation. Par rapport à d'autres études,⁵ il apparaît que l'IA prend de plus en plus d'importance et supplante également la digitalisation en tant que mot-clé. Dans l'ensemble, l'IA est le thème qui montre le plus de dynamisme dans cette étude. Que ce soit pour le recrutement de nouveaux collaborateurs ou pour les besoins de perfectionnement, l'IA est la plus souvent citée. L'intelligence artificielle est un sujet qui occupe fortement les entreprises en Suisse, à savoir qu'elles y voient des opportunités plutôt que des risques – une nouvelle dynamique peut donc se développer en la matière.

Le secteur ESG et la durabilité sont cités comme deuxième thème d'actualité par les entreprises. Cela concorde avec les réponses précédentes (voir chapitre 3.1 de la présente étude), dans lesquelles la stabilisation durable de l'activité de base est soulignée comme particulièrement importante. Toutefois, l'examen des réponses individuelles montre également que les opportunités de durabilité environnementale et sociale

sont perçues sur de multiples volets, par exemple lorsque les entreprises mentionnent l'économie circulaire ou lorsque les énergies renouvelables et le domaine de la construction durable sont cités comme des opportunités. On peut supposer que la situation géopolitique est plutôt préoccupante avec les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient. Le thème de la «main-d'œuvre qualifiée» est également cité à plusieurs reprises comme thème d'actualité en 2025. On ne peut exclure ici que les répondants se soient sentis attirés par ce thème puisqu'il a été abordé de manière proéminente dans la première partie de l'enquête. Or, une détente sur le marché du travail n'est de toute évidence pas attendue. Les conditions-cadres économiques, tant pour l'évolution des taux d'intérêt que pour le taux de change, ont fait l'objet d'une mention spéciale. Alors que la baisse des taux d'intérêt qui se profile recèle des opportunités pour les entreprises en dehors du secteur financier, la hausse du taux de change pose des problèmes considérables aux entreprises dont les coûts sont essentiellement libellés en francs suisses et les revenus dans d'autres monnaies. Les réponses sur le thème d'actualité 2025 coïncident avec les questions sur les défis stratégiques des entreprises du chapitre 3.1 de la présente étude.

Les autres réponses qui ne correspondaient à aucun des clusters concernaient généralement des problèmes de gestion individuels, tels que des règlements de succession ou des défis sur des marchés spécifiques. Il convient de noter quatre mentions d'entreprises qui affirment ne pas être soumises aux tendances ou s'en tenir sciemment à l'écart.

Illustration 30: Thèmes d'actualité 2025



⁵ Voir par exemple l'étude 2024 du Finanzmonitor Zentralschweiz, https://www.ihz.ch/fileadmin/user_upload/Netzwerk-Anlaesse/Finanzmonitor_Zentralschweiz/Finanzmonitor-Studie_2024.pdf (consulté le 2 novembre 2024).

4. Conclusion

Le rapport sur les opportunités 2025 s'intitule «La stabilité crée le dynamisme». Selon les entreprises, la stabilité est le plus grand avantage de la place économique suisse. Les entreprises souhaitent également la stabilité en matière de politique. A l'exception notable de la formation professionnelle, elles souhaitent moins d'interventions politiques pour la plupart. Les entreprises suisses se révèlent également être un facteur de stabilité pour leur personnel: seules quelques entreprises prévoient des réductions d'effectifs dans certains secteurs. Telle est la base de l'extraordinaire dynamisme dont font preuve les entreprises. Elles répondent aux défis de la réglementation croissante par des processus digitalisés et l'utilisation de l'intelligence artificielle; la croissance économique incertaine est contrée par la mise en place de nouveaux modèles d'affaires. Plus de 10% des investissements sont également consacrés au développement de nouveaux domaines d'activité. Même les thématiques controversées dans le grand public, telles que le développement fulgurant de l'intelligence artificielle et la tendance à une économie durable, sont perçues par les entreprises participantes comme une opportunité plutôt que comme un risque. Les entreprises présentées dans le rapport sur les opportunités 2025 ont besoin de financements principalement pour étendre leurs activités commerciales. Le financement classique par les banques domine et l'accès au financement n'est pas perçu comme problématique.

Les entreprises suisses réagissent également de manière proactive aux défis posés par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et proposent flexibilité et perfectionnement afin d'attirer de nouveaux collaborateurs potentiels. En ce qui concerne le personnel, la nécessité de promouvoir les nouvelles technologies se manifeste également: l'IA est le secteur dans lequel les effectifs doivent être le plus développés.

Les conditions pour une bonne année 2025 pour les moyennes et grandes entreprises suisses sont très bonnes. Les entreprises sont conscientes des défis, réagissent avec anticipation et essaient de saisir les opportunités qui se présentent.

5. Perspectives

Le premier rapport sur les opportunités a montré que les entrepreneurs suisses sont optimistes. Ils voient les opportunités et cela correspond à l'esprit de cette étude. Les initiateurs du rapport sur les opportunités ne voulaient pas créer une nouvelle édition de la présentation des préoccupations et des difficultés des entreprises, mais plutôt rechercher les aspects positifs de l'entrepreneuriat. Les résultats de l'enquête montrent qu'il s'agissait d'une idée pertinente. Les entreprises participantes pensent de la même manière et voient les opportunités plutôt que les risques inhérents aux évolutions économiques et technologiques.

Le thème d'actualité pour les entreprises en 2025 est l'intelligence artificielle. Le rapport sur les opportunités montre à de nombreux égards à quel point cette technologie devient importante, à quel point elle s'intègre déjà dans la stratégie et l'action opérationnelle des entreprises. Le rapport sur les opportunités 2026 reprendra ce thème d'actualité et examinera comment les entreprises ont géré cette évolution en 2025.

Auteurs et auteurs



Stefan Behringer

dirige le Centre de compétences Controlling à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ), rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne. Avant sa carrière académique, Stefan Behringer a travaillé pendant 10 ans dans la gestion de plusieurs grandes entreprises en Allemagne, notamment en tant que responsable du Controlling de groupe et Chief Compliance Officer. De 2013 à 2019, il a été président de la NORDAKADEMIE, une haute école spécialisée privée située dans le nord de l'Allemagne. Stefan Behringer mène actuellement des recherches dans les domaines de la présentation de comptes consolidés, des crypto-actifs et du Controlling/reporting ESG.



Stephanie Blättler

est chargée de cours et cheffe de projet spécialisée en Controlling à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne. Auparavant, elle travaillait dans le secteur de la criminalité économique pour une société de conseil. Stephanie Blättler enseigne et mène des recherches dans le Controlling, en se concentrant sur le secteur de la santé et les organisations à but non lucratif. Elle est par ailleurs directrice d'une association spécialisée pour les responsables financiers d'organisations à but non lucratif.



Timo Heroth

est chargé de cours et chef de projet spécialisé dans le reporting sur la durabilité auprès du Centre de compétences Controlling de l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne. Timo Heroth a engrangé de l'expérience dans le domaine du Corporate Banking et des fusions et acquisitions à l'international. Il est chercheur-enseignant dans des domaines tels que l'analyse pilotée par l'IA de données non financières ou encore l'orientation des entreprises vers les parties prenantes. Il est co-responsable des cours spécialisés sur le reporting ESG et les Sustainability Fundamentals. Il assiste des entreprises du secteur privé à réaliser des analyses de pertinence dans le cadre du reporting de durabilité.



Ute Laun

est chargée de cours et cheffe de projet ainsi que Sustainability Accounting Lead auprès du Centre de compétences Controlling de l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne. Avant de rejoindre l'IFZ, elle a mené des recherches dans différentes hautes écoles suisses sur des thématiques liées au Sustainability Accounting/reporting ESG et a travaillé dans les secteurs de l'informatique et de l'assurance. Ute Laun enseigne et effectue principalement des recherches sur des thématiques liées au secteur du reporting ESG, du Sustainability Management et du Financial Management.



Manuel Gesslein

est assistant de master à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne, au Centre de compétences Controlling. Il suit par ailleurs le cursus du master International Financial Management IFM à la Haute école de Lucerne. Il est impliqué dans des projets de recherche sur la présentation de comptes consolidés, le Controlling/reporting ESG ainsi que sur la situation économique de Suisse centrale.

Rédaction

HSLU Hochschule Luzern

L'Institut des services financiers de Zoug (IFZ), rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne, est le principal institut d'enseignement supérieur spécialisé dans le domaine financier en Suisse. L'IFZ propose des services de recherche et de conseil et offre un large éventail de perfectionnement pour les professionnels et les cadres dirigeants du secteur financier. Les programmes de Bachelor et Master of Science avec spécialisation en Banking & Finance, Financial Management et Real Estate font également partie de la gamme de formations de l'IFZ.

RAIFFEISEN

Raiffeisen est le deuxième groupe bancaire sur le marché bancaire suisse et la Banque suisse de détail et d'entreprises offrant la meilleure proximité avec la clientèle. Elle compte plus de deux millions de sociétaires et 3,71 millions de clientes et clients et entretient des relations avec quelque 224'000 entreprises suisses. Le Groupe Raiffeisen est présent sur 779 sites répartis dans toute la Suisse. Les 218 Banques Raiffeisen, juridiquement indépendantes et organisées en coopératives, sont sociétaires de Raiffeisen Suisse société coopérative. Raiffeisen Suisse société coopérative assure la gestion et la surveillance stratégiques de l'ensemble du Groupe Raiffeisen. Grâce aux sociétés du Groupe, à ses coopérations et à ses participations, le Groupe Raiffeisen propose aux particuliers et aux entreprises une offre complète de services et de produits. Au 30 juin 2024, le Groupe Raiffeisen gérait des actifs de la clientèle à hauteur de 258 milliards de francs, et quelque 227 milliards de francs de prêts et crédits à la clientèle, dont un montant ayant passé fin juin 2024 pour la première fois la barre des 50 milliards de francs alloués à la clientèle entreprises. Sa part du marché hypothécaire national est de 17,9%. Quant au total du bilan, il s'élève à 302 milliards de francs.

Contact Haute école de Lucerne
chancenreport@hslu.ch

Contact Raiffeisen Suisse
chancenreport@raiffeisen.ch

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSFIn. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB]/Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le [rapport de gestion du Groupe Raiffeisen](#).

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.